

L'ambition hégémonique de George W. Bush sur le Moyen-Orient

Ann M. Lesch

Le 24 juin 2002, le président des Etats-Unis, George W. Bush, donna carte blanche au Premier ministre israélien Ariel Sharon afin d'écraser toute résistance palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en utilisant pour ce faire toute la puissance de la machine de guerre israélienne contre la société palestinienne et ses infrastructures politiques. Bien sûr, Bush n'a pas présenté les choses de manière aussi explicite, mais tel fut pourtant le résultat de son appel, étrangement formulé, à «réformer la sécurité, les institutions politiques et économiques palestiniennes». Implicitement, ce feu vert peut également être interprété comme un aveu d'échec à peser sur le gouvernement israélien pour qu'il freine l'action de ses soldats et de ses colons, et pour qu'il se retire «immédiatement» des zones de Cisjordanie accordées à l'Autorité palestinienne par les accords d'Oslo.

Dans son discours du 4 avril 2002, Bush avait exhorté Israël à cesser ses incursions, mais cet apparent revirement faisait alors partie intégrante du plan Mitchell, dévoilé en mai 2001. Dès lors, Israël était prévenu qu'après la réforme des forces de sécurité, des finances et des institutions politiques palestiniennes, et dès que «l'on ferait des progrès significatifs vers la paix, les forces israéliennes devraient se retirer et les implantations cesser». Dans une telle perspective, Israël ne devait donc agir qu'une fois la maison palestinienne profondément réformée, ce qui lui laissait une marge de manœuvre suffisante pour continuer à saper le mouvement national palestinien. Le fait d'enfermer toutes les villes et tous les villages dans un blocus

quasiment infranchissable a pour but de détruire le tissu social tandis que l'imposition de couvre-feu permanent durant plusieurs semaines consécutives contribue à briser le moral de la population pour obtenir sa soumission.

Par le passé, d'autres présidents américains ont au moins recherché une position de relatif équilibre, en maintenant des relations économiques et stratégiques mutuellement profitables avec le monde arabe, tout en renforçant en sous-main leurs liens militaires et politiques avec Israël. Bush lui-même, au début de son mandat, a d'ailleurs ouvert les portes de la Maison Blanche aux leaders d'Arabie Saoudite, d'Égypte et de Jordanie, qui tentaient de trouver, dans l'urgence, des moyens pour contenir la violence du conflit israélo-palestinien et de réactiver la diplomatie. Lors de son allocution du 4 avril, Bush a salué l'initiative de paix saoudienne qui avait déjà reçu, fin mars, le soutien de la totalité des membres de la Ligue des États arabes. Mais cet équilibre précaire a disparu dès le mois de juin, lorsque le président interpella ces mêmes gouvernements arabes, comme s'ils étaient des régimes hostiles, en les sommant de mettre *«un terme aux incitations à la violence de leur médias officiels, de dénoncer publiquement les attaques suicides, de cesser de financer, d'équiper et de recruter des groupes terroristes»*.

Les mots utilisés par George Bush ont marqué le triomphe de la vision stratégique de Sharon, très complémentaire de l'ambition hégémonique développée par les plus proches conseillers du président américain. Une fois combinée avec la formule simpliste *«Avec nous ou contre nous»* dont George W. Bush a fait sa devise dans la lutte contre le terrorisme, cette perception risque de déstabiliser les relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient, mais aussi avec d'autres États ailleurs dans le monde. Quelles sont alors les clés de cette double perception ?

La stratégie de Sharon

La carrière de Sharon s'est construite dans le combat contre les Palestiniens, avec notamment les raids lancés par son Unité 101 sur les villages de Cisjordanie dans les années 50 et son invasion massive du Sud-Liban en 1982. Son incapacité, cet été-là, à détruire l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), à tuer son chef Yasser Arafat et à écraser le mouvement nationaliste dans les territoires occupés, lui est toujours resté sur le cœur. De plus, il a été profondément irrité par la

résurrection politique d'Arafat qui, tel le phénix renaissant de ses cendres, a été en mesure de revenir en 1994 en Cisjordanie et à Gaza, en tant que président de l'Autorité palestinienne (AP). Fidèle à lui-même, il a aussitôt dénoncé les accords d'Oslo et, au cours de la seule négociation directe qu'il ait eue, dans le gouvernement Netanyahu, avec Arafat, en 1998 à Wye Plantation, il refusa de lui serrer la main.

Dès cette période, Sharon a été déterminé à maintenir le contrôle israélien sur 60% du territoire et sur la totalité des ressources aquifères de Cisjordanie, pour s'assurer que l'AP ne pourrait jamais devenir le gouvernement d'un Etat viable et indépendant. Dans ce but, il a soutenu l'accroissement du nombre de colons dans les territoires occupés, la confiscation de terres afin de construire des routes de contournement qui séparent les villages palestiniens les uns des autres et la multiplication des bouclages qui divisent la Cisjordanie et la bande de Gaza en enclaves isolées. Ces mesures ont tellement perturbé le commerce que le niveau de l'économie palestinienne a chuté de 25% entre 1993 et 1998. Alors même que l'exaspération des Palestiniens à subir cette volonté délibérée de détruire leur rêve d'indépendance était à son comble, Sharon et quelques autres leaders politiques n'ont cessé de penser aux moyens d'annuler les Accords d'Oslo et de rétablir la domination d'Israël sur tout le territoire situé à l'ouest du Jourdain.

Dès qu'il devint Premier ministre en mars 2001, il exposa sa vision à long terme selon laquelle Israël n'évacuerait aucune colonie juive, même pas la plus isolée, car ces implantations *«protègent le berceau du peuple juif et procurent une profondeur stratégique qui est vitale à notre existence»*¹. Israël contrôlerait donc de manière permanente de larges zones de sécurité sur la partie ouest de la Cisjordanie et le long du Jourdain, ainsi que les routes permettant de relier ces zones entre elles, les ressources en eau de Cisjordanie et la totalité de Jérusalem. Les expropriations foncières et le développement de nouvelles colonies continueraient, conformément à son credo : *«Nous avons un droit sur cette terre»*. En retour, Israël signerait un traité de non-agression qui permettrait aux Palestiniens d'établir un Etat dépourvu de toute continuité territoriale sur 42% de la Cisjordanie actuelle. Avec l'immigration espérée d'un million de juifs d'ici 2020 et le déclin de l'industrie pétrolière arabe, *«le monde arabe aura moins de facilité à frapper Israël qu'il n'en a aujourd'hui et Israël restera par conséquent en sécurité, dominant de facto les zones peuplées par les Palestiniens»*.

Cette vision s'oppose totalement à la promesse qui sous-tendait les

accords d'Oslo selon laquelle Israéliens et Palestiniens se désengageraient graduellement du conflit pour enfin vivre côte-à-côte dans des Etats séparés. Elle s'oppose également au plan Mitchell, qui impliquait qu'un cessez-le-feu serait suivi par des mesures de confiances mutuelles puis par des négociations de paix. L'une de ces mesures de confiances étant pour Israël de geler les implantations, Sharon réagit vivement en prétendant qu'elles constituaient un point relevant des négociations finales et qu'il ne pouvait donc pas en être discuté avant². Par contre la vision de Sharon est tout à fait en phase avec celle partagée par le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald H. Rumsfeld et la conseillère à la Sécurité nationale Condoleeza Rice. Elle est également en accord avec les perspectives de George W. Bush sur les besoins israéliennes en matière de sécurité, probablement issues de l'entretien qu'il a eu avec Ariel Sharon lors de leur tour en hélicoptère au-dessus de la Cisjordanie en 1998 et confortées depuis par sa nouvelle croisade contre le terrorisme global.

L'hégémonie des Etats-Unis

Cette perception globale est basée sur une approche à la fois isolationniste et triomphaliste du nouvel ordre international issu de la guerre froide. Contrairement à son père qui prêchait l'avènement d'un nouvel Ordre mondial après la fin de la guerre du Golfe en 1991, George W. Bush a cherché à soustraire les Etats-Unis à leurs engagements internationaux et aux contraintes liées aux lois internationales. Son gouvernement a retiré la signature américaine du traité de Kyoto sur l'environnement et de celui sur la cour pénale internationale, dénoncé le traité ABM (*Anti Ballistic Missile*) de 1972 signé avec la Russie et a menacé de retirer ses forces de maintien de la paix des Balkans ; la domination sans partage de son économie et la puissance sans rivale de ses forces armées devant, selon lui, permettre aux Etats-Unis de mener leur politique étrangère dans un «splendide» isolement.

Les attaques contre le Pentagone et le World Trade Center du 11 septembre 2001 ont changé l'orientation de cette politique étrangère, sans pour autant modifier ses prétentions unilatérales. Brutalement, les gouvernements étrangers ont été sommés d'être «pour ou contre nous» dans une guerre totale contre le terrorisme. Extirper la terreur et pointer le doigt sur les Etats qui soutiennent ces actions sont devenus les thèmes centraux de la politique de Bush. La destruction rapide du gouvernement taliban a légitimé cette approche et a encouragé

Washington à frapper d'autres cibles. Même si d'autres situations ne correspondaient pas exactement à sa représentation manichéenne du monde, George W. Bush, les a présenté comme faisant partie intégrante de la lutte contre le terrorisme. Il dénonça ainsi «*l'axe du mal*» qui englobait la Corée du Nord, l'Irak et l'Irak, en redéfinissant par là même la notion de terrorisme pour y inclure la production d'armes de destruction massive (ADM). Des luttes de libération nationale ayant recours à la violence, ainsi que des soulèvements contre des injustices sociales et politiques furent également appréhendées comme des forces de terreur, ce qui a eu pour conséquence politique de les rendre illégitimes et contraires à la démocratie et à la liberté. Au lieu de se retirer de ce monde hostile, les Etats-Unis, en tant qu'unique superpuissance, entendent donc se battre au nom des valeurs civilisées même s'ils doivent le faire seuls.

Cette approche interventionniste a parfaitement satisfait Dick Cheney et Donald Rumsfeld qui avaient déjà conçu leur doctrine autour du concept de préemption : c'est-à-dire sur le droit de prendre des mesures préventives avant même que l'ennemi n'attaque. Au nom de cette conception stratégique, ils se sont opposés aux efforts du secrétaire d'Etat Colin Powell qui, à l'inverse, cherche à construire des coalitions diplomatiques, à coopérer avec les Nations Unies et à trouver des solutions politiques pour contenir la Corée du Nord, l'Irak et l'Irak.

Cheney et Rumsfeld se sont particulièrement focalisés sur l'Irak, leur Némésis vieille de dix ans. Incapables de trouver un lien entre le président Saddam Hussein et les attaques du 11 septembre, ils se sont concentrés sur la menace stratégique à long terme que pourrait représenter Bagdad. En janvier, G.W. Bush a donc autorisé la CIA à préparer des opérations tendant à l'élimination du leader irakien. Peu de temps après, Dick Cheney partait en tournée au Moyen-Orient, pour essayer (sans beaucoup de succès) de rallier la Turquie et certains gouvernements arabes à la perspective d'une offensive militaire contre l'Irak qui renverserait le régime de Saddam Hussein. La CIA suscita des rencontres avec les chefs des oppositions arabes et kurdes en s'inspirant de ce qui avait été fait avec les forces de guérilla de l'Alliance du Nord et des combattants pachtounes d'Afghanistan. Dans leur esprit, un nouveau gouvernement irakien pourrait transformer l'équilibre stratégique de la région ; allié aux Etats-Unis, il contiendrait la Syrie et l'Irak pro-terroristes et réduirait la dépendance américaine vis-à-vis du pétrole saoudien³. L'un de ces scénarios mettait l'accent sur un

fédéralisme démocratique, répondant ainsi aux revendications autonomistes kurdes tandis qu'un autre envisageait un gouvernement militaire dirigé par des officiers sunnites.

L'état-major des forces américaines a développé un plan détaillé d'invasion militaire comprenant l'intervention de 250 000 hommes qui attaqueraient l'Irak simultanément par le nord, le sud et l'ouest. L'emploi d'armes nucléaires était même envisagé contre les bunkers afin d'éradiquer les armes de destruction massives. Bush fut mis au courant des grandes lignes de ce plan le 19 juin, moins d'une semaine avant qu'il ne menace Arafat.

Le rôle régional d'Israël

Israël a joué un grand rôle dans l'élaboration puis le renforcement de cette vision du monde. En effet, la doctrine de la préemption fut centrale dans la stratégie d'Israël au cours des années 50 et 60. Elle fut même la raison d'être des guerres lancées en 1956 et 1967 et de l'invasion du Liban en 1978 et 1982. Ariel Sharon a d'ailleurs conçu ses attaques contre l'AP moins comme une réponse au terrorisme que comme un moyen d'empêcher la formation d'un Etat palestinien hostile. Il a donc encouragé les Etats-Unis à appliquer cette doctrine au reste du Moyen-Orient, particulièrement durant sa rencontre avec G.W. Bush le 7 février, à la veille du voyage de Dick Cheney dans la région.

Une attaque contre l'Irak pourrait combler Sharon à plus d'un titre. Sous couvert d'une guerre généralisée à l'est d'Israël, il pourrait terminer de réoccuper la Cisjordanie et la bande de Gaza, exerçant de ce fait une pression stratégique sur le Liban et la Syrie. Que l'Irak lance des missiles sur Israël et il entrerait alors directement dans le conflit tout en expulsant un nombre significatif de Palestiniens vers la Jordanie. Une fois que les troupes américaines auraient pris le contrôle de l'Irak, Israël pourrait alors aider les Etats-Unis dans la mise en place de leur hégémonie sur la partie occidentale du Moyen-Orient. Les Etats-Unis ne se contenteraient peut-être pas de l'Irak, mais pourraient aussi s'intéresser à la Syrie et aux monarchies du Golfe désormais affaiblies. Dans cette nouvelle configuration, où l'axe stratégique israélo-américain serait devenu central dans la capacité américaine à dominer le monde arabe, Washington n'exercerait aucune pression sur Israël pour que celui-ci se retire des territoires occupés. Dès lors les relations israélo-palestiniennes seraient gelées.

C'est dans cette perspective que Sharon s'est promptement aligné sur Washington dans la guerre contre le terrorisme lancée après le 11 septembre. Immédiatement il désigna Arafat comme «*notre Ben Laden*», ajoutant qu'Israël supportait depuis 120 ans le terrorisme arabe dont Arafat n'était que le dernier avatar et accusa Washington de transiger avec les Etats arabes afin de gagner leur soutien dans la coalition anti-terroriste⁴. Alors que Sharon resserrait son étau sur la Cisjordanie et lançait de violentes incursions dans la bande de Gaza, déclenchant ainsi des réactions de plus en plus désespérées chez les Palestiniens, il réussit à convaincre Washington que les attaques terroristes menées contre les Etats-Unis et contre Israël étaient de même nature. Un responsable américain déclara, par exemple, que les deux types d'attaques suicides étaient pareillement «*ennemies de l'idée même d'Humanité*»⁵.

Alors que les combats en Afghanistan touchaient à leur fin et que les Américains avaient de moins en moins besoin de soutien diplomatique, G.W. Bush rencontra Ariel Sharon à Washington le 3 décembre 2001. C'est probablement à cette occasion que Sharon a reçu le feu vert pour attaquer Arafat⁶. En tout cas, dès le lendemain, il fit tirer sur son hélicoptère et plaça le président palestinien en résidence surveillée à Ramallah. Washington ignore la déclaration d'Arafat instaurant un cessez-le feu le 16 décembre 2001 et refusa de condamner Israël pour avoir violé le même cessez-le-feu le 14 janvier 2002 lorsque l'un des leaders du Fatah fut assassiné par Tsahal. La personnalisation du conflit atteignit son paroxysme lorsque les officiels américains blâmèrent directement Arafat pour les actes de terreur commis par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, proches du Fatah, et lui exprimèrent leur colère après qu'il eut ouvertement menti quant à son implication dans la contrebande d'armes avec l'Iran découverte après l'arraisonnement du navire *Karine A*⁷. De fait, l'incapacité d'Arafat à maîtriser les attaques suicides a fait le jeu de Sharon et a nourri la frustration américaine à son encontre. Au cours du printemps, G.W. Bush exprima son irritation grandissante. Ce qui à propos d'Arafat n'était en janvier que «*déception*» devint en avril «*une nécessité de résultats*», puis l'impression qu'Arafat avait «*trahi*» son peuple et que, finalement, Israël avait le droit de se défendre contre le terrorisme en réoccupant temporairement des zones de Cisjordanie. Dès la fin juin, il appela de ses vœux la naissance d'une «*direction palestinienne nouvelle et différente*» et déclara que si les Palestiniens réalisaient Arafat, Washington ne leur procureraient plus aucune aide financière et ne

pourrait en aucun cas considérer ce gouvernement comme un partenaire crédible pour des négociations⁸.

La réforme politique palestinienne

Quel pouvait être le lien entre la vision israélo-américaine concernant le Moyen-Orient et la volonté de Bush de voir se réformer les institutions palestiniennes ? Par ailleurs, comment la destitution du seul leader élu du monde arabe pouvait promouvoir l'idée de démocratie ? Était-ce le processus de démocratisation qui pour Washington était le véritable enjeu ou bien, au contraire, la gestation d'un nouveau rapport de forces ?

Les Palestiniens avaient depuis longtemps cherché à réformer leurs institutions financières et politiques et à infléchir la domination sans partage d'Arafat. Peu de temps après les élections présidentielles et législatives de janvier 1996, des critiques se faisaient entendre contre Arafat, l'accusant de gonfler une bureaucratie déjà pléthorique, de créer de multiples services de sécurité indépendants, d'établir des tribunaux d'exception et enfin de tolérer une importante corruption chez ses amis politiques. Le conseil législatif rédigea même un rapport détaillé sur la corruption qu'Arafat choisit d'ignorer. De surcroît, la colère qui alimenta les troubles de la fin 2000 était en partie motivée par les décisions arbitraires du président palestinien et l'échec de l'AP à améliorer la situation socio-économique de la population.

Les Palestiniens savent bien que jusque-là Washington ne s'était jamais élevé contre les violations de la loi perpétrées par Arafat. L'ancien vice-président Albert Gore a même été jusqu'à féliciter les tribunaux d'exception pour la rapidité de leurs décisions contre des membres du Hamas. Quant à l'ancien Premier ministre israélien, feu Itzhak Rabin, il avait déclaré à Washington que la gestion des menaces terroristes devait être une priorité pour l'AP et que, dans cette perspective, si Arafat dirigeait de manière démocratique, il n'aurait pas le pouvoir de mettre un terme aux violences exercées contre les Israéliens⁹.

En apparence, l'appel de Bush à unifier les services de sécurité, à créer un système financier transparent et à tenir de nouvelles élections, pouvait sembler raisonnable. Les échéances présidentielles et législatives étaient déjà dépassées et Arafat avait évité jusque-là d'organiser des élections municipales et régionales. A la mi-juin, il signa finalement la réforme constitutionnelle et judiciaire, modifia la

composition du gouvernement, plaça les forces de sécurité sous un seul commandement, nomma une personnalité respectée au ministère des Finances et annonça la tenue de nouvelles élections pour 2003. Il eût été logique pour Washington de construire sur ces bases, même si elles n'étaient, surtout de la part d'Arafat, qu'une forme de manœuvre permettant d'échapper aux pressions internes aussi bien qu'externes.

Au même moment, les officiels israéliens déclaraient que la démocratie était un pré-requis indispensable à la paix, leur vision de la démocratie supposant bien entendu une éviction de l'AP et la création d'un régime conforme à leurs intérêts¹⁰. Or, en définitive, c'est cette vision israélienne que Bush a choisi de soutenir. Alors que les Etats-Unis déclaraient vouloir des leaders libres de tout lien avec le terrorisme et la corruption et capables de préparer les Palestiniens à la création d'un Etat¹¹, ils imposaient de sévères conditions quant aux choix que les Palestiniens étaient susceptibles de faire. Le 24 juin, Bush affirma que les nouveaux responsables devraient être exempts de *«toute compromission avec le terrorisme»* (une phrase qui pour les Américains pourrait exclure, de fait, toute personne affiliée au Fatah, au Hamas, au Jihad islamique et au FPLP) et devraient accepter un contrôle international sur les réformes en matière de finance et de sécurité. En d'autres termes, il s'agit d'un protectorat virtuel israélo-américain qui planifierait et organiserait les réformes avant la tenue des élections. Sharon s'était d'ailleurs déjà prononcé en indiquant comment les forces de sécurité devraient être restructurées et en évoquant de possibles réformes économiques¹².

Le gouvernement israélien essaya immédiatement de mettre en œuvre les conditions de ce protectorat en envahissant de nouveau toutes les villes de Cisjordanie pour une période indéterminée, détruisant les appareils administratifs et les postes de police, écartant les leaders politiques de Jérusalem-Est et exerçant une pression sur les maires afin qu'ils acceptent le diktat israélien¹³. Des barrages routiers hermétiques furent installés dans le but de paralyser totalement l'économie palestinienne. Ainsi, alors que Colin Powell continuait d'évoquer la nécessité pour les forces israéliennes de *«relâcher leur étreinte»* afin que l'économie palestinienne puisse repartir, la population se déplacer et se réunir et de nouveaux responsables émerger¹⁴, les actions menées par Israël cherchaient au contraire à rendre toutes ces étapes impossibles.

Il est clair désormais que l'approche israélo-américaine n'a pour

seul objectif que de soumettre les Palestiniens. Eyad Sarraj, un médecin palestinien, respecté et activiste des droits de l'Homme, a bien exprimé les sentiments du plus grand nombre en affirmant qu'appeler à l'éviction d'Arafat provoquerait, au contraire, «une réaction de défi de la part de la population palestinienne, déjà exaspérée par le soutien inconditionnel des Américains à Israël»¹⁵. Par ailleurs, des élections aux résultats prédéterminés, tenues sous la menace des armes israéliennes, ne pourront jamais aboutir à la formation d'un gouvernement vraiment démocratique et légitime.

En définitive l'administration Bush, avec son obsession simpliste du terrorisme et son désir de redessiner la carte politique de la région, a légitimé la vision hégémonique de Sharon au lieu de chercher à régler le problème de l'occupation militaire, vieille de 35 ans, et de permettre aux Palestiniens de créer un Etat indépendant et démocratique.

Ann M. Lesch est professeur de Sciences Politiques à l'Université Villanova de Pennsylvanie.

Notes :

1. Interview parue dans Ha'Aretz le 12 avril 2001 ; Journal of Palestine studies, XXX-4 (été 2001), 157-160.

2. Ibid, 162.

3. The New York Times, 5 juillet 2002 ; Michael Jansen, Jordan Times, 20 juin 2002. L'ancien membre du Conseil National de Sécurité Kenneth M. Pollack encourage une invasion massive de l'Irak, cf. «Next stop Bagdad ?», Affaires Etrangères, 81 : 2 (mars-avril 2002), pp.34-47.

4. NYT, du 14 septembre 2001 et discours du 16 septembre et du 4 octobre 2001 cités dans JPS, XXXI : 2 (hiver 2002), 150 et 152.

5. Discours du sous-secrétaire à la Défense Douglas Feith à la convention AIPAC du 26 avril 2002 (www.whitehouse.gov).

6. Lev Grinberg, magazine CounterPunch, 8 juillet 2002.

7. Les 27 et 28 janvier 2002, le vice-président Cheney affirma que la lettre d'Arafat au président Bush dans laquelle il déclarait n'avoir aucune connaissance du «Karine A» et de ses 50 tonnes d'équipement militaire n'était pas crédible. Cheney insista sur le fait qu'Arafat «avait été un terroriste dans le passé». (www.whitehouse.gov).

8. NYT, 27 juin 2002 ; The Economist, 1er juillet 2002.

9. Commentaire tenu par l'ancien négociateur Denis Ross lors d'un séminaire sur les réformes politiques palestiniennes au Washington Institute for Near East policy, cité par George S. Hishmeh, Gulf News (Abu Dhabi), 5 juillet 2002.

10. Le vice-ministre Natan Sharansky, par exemple, insista auprès des USA afin qu'ils destituent les dictateurs de la région (Arafat, Hussein et la famille royale saoudienne) et qu'ils fassent de la démocratie un pré-requis aux négociations de paix. Ses arguments furent repris par Cheney, le vice-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz et le conseiller du Pentagone Richard Perle, à la conférence du Colorado, un mois avant le discours de Bush (MSNBC, 08 juillet 2002).

11. Allocution quotidienne du porte-parole du Département d'Etat Richard Boucher, le 8 juillet 2002 (www.statedepartment.gov).

12. Bush déclara le 9 mai 2002 que Sharon et lui-même avaient discuté le 7 mai, établissant ainsi «une structure de commandement unique responsable de l'arrestation des terroristes» et de la manière dont les institutions devraient permettre au potentiel Etat palestinien

d'être un voisin pacifique pour Israël. La Jewish Telegraph Agency rapporta le 1er juillet 2002 que Sharon et Condoleeza Rice s'étaient entretenus au sujet des pensions à verser aux membres des forces de sécurité palestiniennes démissionnaires lorsque celles-ci verraient leur nombre diminuer.

13. Par exemple, le gouvernement israélien ferma le bureau de Sari Nusseibeh à Jérusalem-Est peu de temps après que celui-ci (représentant de l'OLP à Jérusalem) eut rédigé un appel signé par des intellectuels palestiniens pour l'arrêt des attaques suicides et pendant qu'il s'entretenait avec des Israéliens en Grèce afin de reprendre les négociations de paix. Au début juillet, Israël imposa un couvre-feu permanent durant 5 jours à Betlehem, Beit Jala, Beit Sahour, dans le but de contraindre les maires de ces trois villes à coopérer avec l'armée israélienne. En dépit des pressions exercées, ceux-ci refusèrent de rencontrer les Israéliens ou d'accéder à leurs demandes.

14. Colin Powell sur CNN, le 2 juillet 2002 (www.statedepartment.gov).

15. Washington Post du 30 juin 2002.

